

Algérie 2019, l'inacceptable effondrement économique

Depuis 2012, notre objectif a été d'alerter le pouvoir et les citoyens sur le danger du triple déficit (EBC) énergétique, budgétaire et de balance financière des comptes courants. Un plan «B» existe et reste nécessaire face au scénario Titanic.

Le pétrolier Titanic II

Depuis le 1^{er} trimestre 2014, nous sommes irréversiblement entrés dans un précipice devant nous conduire à la situation de quasi-cessation de paiement dès 2018. En effet, depuis fin mars 2014, les comptes de l'Etat observent un déficit de la balance des comptes courants (exportations moins importations moins services). Le graphique ci-dessous montre que ce phénomène intervient pour la première fois depuis 1998-1999 alors que le prix du pétrole atteint en moyenne 100 \$/baril (80 à 90 en octobre 2014) contre 10 \$/barils avant 2000.



Nos simulations montraient une plongée irréversible de ce déficit sous les effets de nombreuses causes indépendantes (consommation de gasoil, déclin pétrolier, dérive des importations), avec les conséquences possibles suivantes :

- 2017, la disparition du Fonds de régulation des recettes (FRR) et le retour à la planche à billets avec l'hyperinflation, les licenciements généralisés, la fin des subventions, la fin Ansej, la fin des pensions ;
- 2018-2019, disparition des

réserves de change (0 \$ de réserves au lieu de 200 milliards \$) et retour à la situation de 1994 avec l'endettement (FMI, Banque mondiale, etc.) ;

- 2019, fin des exportations algériennes de pétrole, et l'Algérie importateur pétrolier ordinaire (2020-2030), sans ressources fiscales car les droits douaniers et la TVA sur importations seront nuls ou presque, et l'économie toujours aussi informelle, donc pas d'assiettes fiscales ;

- 2030, fin du pétrole saharien (i.e. CFP, Repal, Sinclair, Anadarko), hors découvertes futures.

Dépendance pétrolière et Etat rentier

Cet horizon funeste concerne aussi les Etats pétroliers du Sud, tels le Nigeria (2020 ?), l'Arabie saoudite (2030 ?). Les causes sont similaires, c'est-à-dire la combinaison de la déplétion pétrolière (tout a une fin !), des importations excessives et de la forte consommation domestique de produits pétroliers. Ainsi, l'Arabie saoudite consomme exponentiellement près de 3 millions barils/jour pour une production en déplétion de 9 à 10 millions barils/jour.

Globalement, cette dérive vertigineuse est mesurée à travers le «seuil de rentabilité budgétaire de l'Etat» mesuré par le prix du pétrole qui assure l'équilibre budgétaire (PPEB).

Or, sous l'effet de l'absence de gouvernance, voire de planification et de gestion propre aux Etats rentiers, ce PPEB a atteint des seuils critiques, incompatibles avec les prix permis par le marché pétrolier.

Pour les pays de l'OPEP (cf. Apicorp), ces PPEB moyens varient de 60 \$/bbl (Koweït, Qatar) à 145 \$/bbl (Iran). L'Arabie saoudite se situe à 100 \$/bbl, d'où une indication sur le prix soutenu par le cartel OPEP. Chose grave, le PPEB algérien est égal à 125 \$/bbl, avant-dernier avant l'Iran et futur dernier car l'Iran procède déjà à la suppression progressive des subventions énergétiques. Nul ne doute que dans la bataille géopolitique des prix qui se jouera à l'OPEP, l'Arabie Saoudite visera l'Iran à travers son affaiblissement budgétaire et, par ricochet (dégâts collatéraux), l'Algérie.

L'Algérie au bord du précipice ?

Depuis 10 ans, l'Algérie est entrée dans un tunnel sans fin, conséquence de l'élimination des compétences et de l'envoie exogène des prix du pétrole. L'analyse de l'évolution du prix du pétrole, à travers les fondamentaux (structurels) et les événements non structurels, montre que ce prix, variable aléatoire, respecte à long terme 3 exigences : coûts marginaux des gisements (offre), élasticité prix-demande (essentiellement transport), et l'objectif PPEB (régulation du cartel). En gros, ces 3 variables s'établissent actuellement à 70 à 80 \$/bbl (coûts marginaux),

150 \$/bbl (prix permis par l'élasticité prix-demande) et 100 \$/bbl (montant du PPEB du «price setter» ou faiseur de prix de l'OPEP). Cependant, l'Arabie Saoudite, price setter de l'OPEP, disposerait de moyens lui permettant de figer son PPEB à 83-93\$/bbl, d'où une option potentielle de prix très sévère pour l'Iran ou l'Algérie.

Fait plus grave pour l'Algérie, son PPEB évolue entre 105 et 145 \$/bbl, valeur proche de 150 \$/bbl et qui montre la fin absolue de l'Etat rentier algérien. Cette fin serait précipitée (2017 ?) si le prix du pétrole descendait dans la fourchette 85-95 \$/bbl.

Pourquoi ceci n'apparaît pas dans les discours officiels ? La raison réside dans la complexité du problème global et la coordination de plusieurs sous-systèmes sectoriels. Aussi, l'erreur de raisonner en termes de balance commerciale au lieu de balance des comptes courants.

A titre d'exemple, les exportations pétrolières ont fictivement augmenté grâce au gisement Merck démarré en 2013 (après 15 années de retard), mais avec toujours la déplétion des autres gisements, dont Hassi Messaoud, Ourghoud, Berkine (cf. déclarations Anadarko à la SEC).

La production de Merck rapporte plus de 3 milliards \$. Or, pendant 3 à 5 ans, cette production exportée servira essentiellement à rembourser les «coûts pétroliers» antérieurs de l'opérateur étranger et n'est donc pas reversée à l'Algérie.

Par D' Ali Kefaiï

Phénomène singulier invisible dans la balance commerciale, mais visible dans la balance des comptes courants !

1^{er} novembre 2014, quelles options pour l'Algérie victime du «Rentier State» ?

Une analyse stratégique du dossier économique montre que l'Algérie va vers l'effondrement à cause de l'échec de la politique énergétique (5% de taux de remplacement des réserves pétrolières ou RRR, gaz 4 fois moins rémunérateur que le pétrole, subventions), elle-même confectionnée par d'anciens vendeurs de gaz. Cependant, il existe encore un programme économique différent, mais fiable.

En 2015, son coût de réalisation reste surhumain mais à notre portée.

Ce programme est aux antipodes du programme énergétique à la base de la loi de finances 2015. Ce programme endogène vise la croissance, l'emploi, la suppression intelligente des subventions et, dès 2020, la sortie de la sphère des Etats rentiers puis l'entrée dans le cénacle des pays émergents.

Ce programme assis sur une stratégie est déjà défini dans le détail. Il s'inspire de la Déclaration du 1^{er} Novembre 1954 : «Il est vrai que la lutte sera longue, mais l'issue est certaine.»

A. K.

* Ingénieur civil des mines et ENSPM (IFP), conseiller et directeur stratégies au ministère de l'Energie (1996-2001)

Une disposition fiscale méconnue

L'article 21/3 du CIDTA (code des impôts directs et taxes assimilées) a prévu en faveur des entreprises individuelles soumises à l'IRG/catégorie BIC (bénéfice réalisé par les commerçants industriels et artisans) une réduction de 30% applicable sur le bénéfice net (après déduction des charges d'exploitation).

L'octroi de cet avantage est subordonné à la réunion des conditions suivantes :

- les entreprises éligibles à cet avantage doivent tenir une comptabilité régulière conforme aux dispositions des articles 9 à 11 du code de commerce ; autrement dit, l'entreprise doit être suivie aux régimes réel et simplifié ;
- le réinvestissement doit consister en l'acquisition de biens mobiliers ou immobiliers amortissables à l'excepti-

tion toutefois des véhicules de tourisme ne constituant pas l'outil principal ;

- le bénéfice peut être réinvesti soit au cours de l'exercice N de réalisation du bénéfice, dans ce cas le contribuable est tenu d'annexer à la déclaration annuelle la liste des investissements effectués avec indication de leur nature, date d'entrée dans l'actif et prix de revient, soit au cours de l'année N+1 (exercice suivant la réalisation du bénéfice), dans ce cas, l'entreprise est tenue de joindre à la déclaration annuelle souscrite, au titre de l'année N, un engagement de réinvestir (pendant l'exercice suivant) ;
- la déclaration annuelle doit faire apparaître distinctement le bénéfice affecté au réinvestissement.

Dans le cas où le bénéfice distrait à l'imposition n'a pas été utilisé pour l'ac-

quisition de biens meubles et immeubles amortissables, une régularisation sera opérée par les services fiscaux au titre de l'exercice concerné avec application d'une pénalité de 25%. Il peut arriver que le bien acquis dans le cadre du réinvestissement depuis moins de 5 ans soit rétrocedé ou réformé ; dans cette hypothèse, le contribuable doit réinvestir immédiatement le prix de cession ; le cas échéant, il sera tenu de verser à la recette des impôts territorialement compétente un complément d'impôt résultant de la différence entre l'impôt qui devrait être payé et celui qui est acquitté au titre de l'année du bénéfice de la réduction. Dans le cas contraire, une régularisation sera opérée par l'administration fiscale avec application d'une majoration de 5%.

Par Ibrahim Hammadou (*)

Remarque :

L'abattement de 30% accordé aux contribuables personnes physiques relevant de l'IRG/catégorie BIC n'est pas applicable malheureusement aux sociétés soumises à l'IBS ; de même que cet avantage ne profite pas aux contribuables relevant de l'IRG catégorie BNC (profession libérales) et RA (revenu agricole). Pour inciter l'ensemble des contribuables à procéder aux réinvestissements synonymes de création d'emplois et de richesse, il est souhaitable d'étendre cet avantage aux sociétés et aux titulaires de professions libérales.

I. H.

* Chargé de cours de fiscalité d'entreprise, université de Tizi-Ouzou